Niveau(x) d'enseignement: 7 Numéro ISN : 9518
Centre d'intérêt: 050

Arpin, Roland.

Résumé de l'allocution de M. Roland Arpin, Directeur général du Musée de la civilisation de Québec, prononcée lors de la Session de perfectionnement des adjoints pédagogiques tenue les 1er et 2 novembre 1990. -- [L'Ancienne-Lorette] : Association des cadres des collèges du Québec, [1990].
5 p. ; 28 cm.

Titre de départ.

Vedette(s)-secondaire(s): Association des cadres des collèges du Québec * Session de perfectionnement des adjoints pédagogiques (1990 : Province de Québec)

Descripteur(s): Milieu scolaire * Histoire * Prévision * Changement * Collégial (Ordre d'enseignement)

Dans cette allocution, l'auteur discute du décor actuellement changeant du monde de l'éducation, en particulier au niveau collégial. Il aborde trois éléments de ce décor changeant. Premièrement, il discute de la population changeante, de l'impact de la décroissance et du vieillissement de la population sur le système scolaire ainsi que de l'immigration comme solution à ce problème. Deuxièmement, il s'arrête à la réduction du rôle de l'Etat et à la difficulté croissante de gouverner résultant principalement du déficit budgétaire et de la surabondance des lois et des organismes de protection. Finalement, comme dernier élément de ce décor changeant, l'auteur mentionne le développement de la société du savoir qui fournit aux cégeps des objectifs précis à atteindre dans les domaines suivants: formation fondamentale, ouverture au monde, imputabilité des cégeps, les rapports avec l'entreprise et le rôle des enseignants.

Type de document:

9518

ASSOCIATION DES CADRES DES COLLÈGES DU QUÉBEC

RÉSUMÉ DE L'ALLOCUTION DE M. ROLAND ARPIN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU MUSÉE DE LA CIVILISATION DE QUÉBEC PRONONCÉE LORS DE LA SESSION DE PERFECTIONNEMENT DES ADJOINTS PÉDAGOGIQUES TENUE LES 1ER ET 2 NOVEMBRE 1990

C'est un grand plaisir pour moi de venir vous parler des cégeps, de ces cégeps qui ont (déjà) 20 ans. Je vous parlerai de l'avenir plutôt que du présent ou du passé simplement - paresse oblige - parce que c'est plus facile pour moi.

J'essaierai, dans un premier temps, de poser quelques questions de façon à mettre les cégeps en perspective. Puis, dans un deuxième temps, j'aborderai quelques thèmes qui nous permettront, je l'espère, de mieux voir où nous en sommes, où nous en serons, en l'an 2000 et plus.

C'est Kundera , le grand romancier tchèque qui disait - et c'est toujours ce qui se passe dans la vie - qu'on s'imagine jouer un rôle dans une certaine pièce et l'on ne soupçonne pas qu'on vous a discrètement changé les décors, si bien qu'on doit sans doute se produire dans un autre spectacle.

Eh bien, c'est exactement ce qui se passe ici: je retrouve bien des collègues mais les décors ont changé, et avec eux, fatalement, les postes, les fonctions. Et, vous le comprendrez aisément, on ne peut regarder l'avenir des cégeps sans regarder les décors, et de là, les personnages et les rôles qu'ils jouent.

Mais arrêtons-nous d'abord un peu sur l'aspect démographique en général. Au Québec, notre taux de croissance est non seulement nul: nous sommes même en décroissance réelle; pour vous donner quelques chiffres, je vous dirai que le taux de maintien stable d'une population est de 1,8 enfant par famille, la croissance ne commence que lorsque l'on atteint le chiffre de 2,1 enfants par famille. Au Québec, nous n'en sommes qu'à 1,4 enfant par famille, ce qui a d'ailleurs fait dire à Jacques Henripin: "si nous étions des orignaux, tous les écologistes partiraient en guerre pour corriger la situation!" Mais nous ne sommes pas des orignaux, de sorte que personne ne s'en formalise outre mesure. Il n'en reste pas moins que notre population vieillit: ou compte déjà une personne âgée sur dix et dans moins de 40 ans, on en sera à une personne âgée sur six, ce qui entraînera des changements majeurs à tous les niveaux, on s'en doute.

Cette décroissance touche fatalement les jeunes: aujourd'hui, ils composent 34% de la population. En l'an 2000, moins du quart de la population (23%) sera jeune!

On voit immédiatement ce que cela entraîne au niveau scolaire; les universités francophones prévoient une réduction de 12% de leur population étudiante d'ici à 17 ans, et chez les anglophones, on parle de 24% de moins d'étudiants! Il est facile de faire le report au niveau des cégeps...

Une donnée peut cependant modifier sensiblement ces chiffres, c'est l'immigration . Même si l'immigration représente une espèce de solution démographique, c'est en même temps un problème démographique, comme vous ne l'ignorez pas. Les oppositions sont en effet nombreuses: Intégration totale ou bien respect

des différences? Ghetto ou bien communauté? Ouverture totale de nos programmes sociaux, culturels, éducatifs, ou bien fermeture radicale? Enfin, la question de l'immigration par rapport au marché du travail (les immigrants voleurs de "jobs")... Toutes ces questions sont à l'ordre du jour, et leurs réponses n'apparaissent pas si évidentes. Un fait est certain: la pression extérieure augmente, et on ne peut pas garder la porte close de façon absolue.

Mais pour en revenir aux populations en général, je voudrais souligner à quel point le libéralisme dans lequel nous vivons creuse chaque jour un peu plus le fossé qui sépare les riches des pauvres. Cela peut sembler assez simpliste de dire que chez nous, les pauvres sont de plus en plus pauvres tandis que les riches sont de plus en plus riches, sauf que statistiquement, c'est la vérité.

Quelques chiffres le démontrent clairement. Par exemple, le taux d'analphabétisation est croissant: on compterait, selon les définitions, entre 15 et 28% d'analphabètes au Québec et au Canada. Même Montréal, avec ses 600 000 pauvres et ses 315 000 enfants qui ne mangent pas à leur faim, nous montre un côté un peu "Tiers-mondiste" qui apparaît de plus en plus au grand jour. La croissance de la "clochardisation" y est également très notable.

Le conseil des Affaires sociales a publié, il y a environ un an, un rapport qui s'intitule "Un Québec divisé en deux" (je crois que c'est le titre) et qui établit minutieusement, région par région, comté par comté, ville par ville, les courbes démographiques et de croissance de la pauvreté pour les années présentes et celles à venir. Il va sans dire que les élus n'ont pas fait grand cas de ce rapport, et pour cause...

Je ne peux personnellement pas oublier que la Société n'est pas composée que de productifs: ces pauvres, ces analphabètes, ces improductifs font également partie intégrante de notre Société.

Donc, premier élément de ce décor changeant, la population; voyons-en maintenant un second élément: le pouvoir, ou mieux, l'exercice du pouvoir.

On parle beaucoup, ces temps-ci, de réduction du rôle de l'État; c'est compréhensible, car l'État est, par définition, très visible, très accessible, ce qui en fait une cible parfaite pour les critiques. Néanmoins, je vous avouerai que l'État regroupe de grandes compétences, ce qui rend nos appareils publics très performants. Bien sûr, il faut alléger ces appareils publics; déléguer davantage; mais il ne faut pas non plus confondre cet allègement avec une suppression radicale de l'État! Un État fort et actif, comme c'est le cas ici au Québec, n'a rien à voir avec certaines bureaucraties écrasantes. L'État doit protéger des valeurs, refléter la culture, assurer le bien commun, protéger des choses essentielles comme l'environnement, l'éducation, la santé, etc. Malheureusement, les États ont perdu la notion de perspective: il n'y a plus de réflexion à long terme.

Mais, il ne faut pas oublier à quel point il peut être difficile de gouverner. "On parle toujours de ce que l'État doit faire; on ne parle pas beaucoup de ce que l'État peut faire" a dit Peter Drucker. De Gaulle, de son côté, affirmait que "Le pouvoir, c'est l'impuissance." Prenons seulement le partage du territoire: le fédéral s'oppose au provincial, les innombrables corporations s'opposent au gouvernement, et, au sein même de ce gouvernement, les ministères luttent entre eux pour obtenir la plus grosse part possible du gâteau. Cela nous conduit, entre autres, à un déficit de 350 milliards de dollars. C'est un chiffre astronomique. En termes concrets, cela signifie une dette par ménage de 34 200 $ (contre 12 000 $ en 1981) ou, si vous préférez, que chaque nouveau-né fait son entrée dans la vie avec une dette de 14 000 $! Et après, on se demande pourquoi les petits canadiens sont braillards...

Il va de soi qu'un tel déficit restreint considérablement la marge de manoeuvre des dirigeants; et cela, c'est nouveau, car lorsque je suis arrivé au gouvernement, en 1976, je dirais que cette marge de manoeuvre était au moins dix fois plus importante, et déjà à cette époque, gouverner, ce n'était pas facile. Alors, je vous laisse imaginer ce que cela peut représenter dans le contexte actuel...

D'autre part, il me faut mentionner le problème de la surabondance des lois. Elles ne sont pas biodégradables ces lois, alors elles s'accumulent; et plus elles s'accumulent, plus elles nous emprisonnent. Ce ne sont pas les organismes de protection qui manquent au Québec et qui défendent, certains l'avortement, d'autres la flore sauvage ou les armes à feux... la liste serait longue. Ces organismes, Drucker les appelle, dans son livre Les Nouvelles Réalités - que d'ailleurs je vous recommande fortement - des groupes mono-cause.

Un groupe mono-cause, toujours selon Drucker ne regarde par définition que son seul problème, parce qu'il ne peut fonctionner s'il regarde ceux des autres. Il devient donc extrêmement sectaire. Drucker ajoute: "Les totalitaires étaient prédateurs; les nouveaux mouvements de masse sont des parasites. Les totalitaires tuent; le groupe de pression mono-cause paralyse."

La difficulté de gouverner tient aussi à la complexité des questions à résoudre; les élus municipaux - provinciaux même, sont souvent dépassés par l'ampleur des problèmes qui leur sont soumis.

Il faut noter ici que nous sommes de plus en plus dans un régime unique: le régime capitaliste. Lorsque nous étions en présence de deux régimes politiques forts, la tension entre les deux tendait à freiner les divers abus de pouvoir.

Je ne parlerai pas, dans ces questions qui structurent l'avenir, de la question de l'environnement. Les données sur sujet abondent, et les chiffres sont éloquents. Je vous rappellerai quand même que le mot "crise" en grec est synonyme du mot "décision".

Donc, cela signifie que les états devront effectivement prendre des décisions concrètes en ce qui a trait à la vulnérabilité de la planète.

Il faudrait par ailleurs évoquer les avancées spectaculaires de la science: qu'on pense à l'électronique, à l'informatique ou aux révolutions dans le domaine de la biologie (en génétique entre autres). Tous ces progrès fulgurants rendent nécessaire l'application d'un code d'éthique formel.

Enfin, phénomène actuellement très important: le développement de la société du savoir. Pendant longtemps, les patrons ont eu l'apanage du pouvoir; mais aujourd'hui, le vrai pouvoir appartient à ceux qui possèdent le savoir. Qu'une petite entreprise perde, par exemple, cinq ou six spécialistes et il n'en faudra pas plus pour qu'elle doive fermer ses portes. C'est un point important sur lequel on commence à peine à réfléchir...

Face au tableau que je viens de vous brosser, les cégeps ont leur place. Ils reçoivent beaucoup de signaux auxquels ils doivent répondre. Ils sont sensés avoir des objectifs bien précis et qui ne doivent pas être confondus avec les moyens d'atteindre ces objectifs.

J'ai pour ma part retenu cinq domaines de développement - parmi tant d'autres - qui permettraient, à mon sens, de s'approcher davantage de ces objectifs de base; ce sont:

- la formation fondamentale;
- l'ouverture au monde;
- l'imputabilité des cégeps;
- les rapports avec l'entreprise;
- le rôle des enseignants.

Je vous dirai maintenant un mot sur chacun de ces thèmes. Oh! Très modestement, n'en doutez pas: je serais mal venu de vouloir faire la morale à des gens comme vous qui sont constamment sur la ligne de feu.

Prenons d'abord la formation que j'appelle fondamentale (parce que c'est ce qui rend le mieux ma pensée) mais que d'autres préfèrent appeler "générale". C'est une formation essentielle, au coeur même de la culture et de l'éducation; elle conditionne les individus parce qu'elle leur donne cette couche sédimentaire qui prolonge le cours de l'histoire. Un vrai cégep doit croire à l'intelligence comme valeur de base. Qui dit formation fondamentale sous-entend donc démarche de contenu: il faut maintenir la capacité d'apprendre et de pousser plus loin. Le cégep doit "sérier" les connaissances, faire acquérir des notions, respecter les démarches historiques, savoir doser: un jeune du cégep qui peut lire Freud textuellement, c'est une aberration.

C'est sûr qu'il faut réduire l'éventail des cours: les cours de cyclo-tourisme ou de chimie des vins m'apparaissent comme superflus; cela n'a pas de bon sens. Il faut donc revenir au sens commun, au gros bon sens.

D'autre part, il y a cette pression qui dit: "Augmentons la formation générale". Et simultanément, cette pression s'étend à la formation professionnelle, de telle manière que, bon gré, mal gré, la filière professionnelle et la filière générale se fusionneront d'ici peu de temps, dix ans peut-être… C'est, en tout cas, mon hypothèse personnelle que les dix années à venir confirmeront ou infirmeront…

Parlons maintenant de l'ouverture au monde. Disons tout de suite que cela ne signifie nullement que le cégep doive suivre toutes les nouvelles modes ou se colorer de géo-politique. Néanmoins, les règles vont changer. Souplesse, adaptabilité, mobilité devront faire partie des caractéristiques de base de tout cégep qui se respecte.

Il ne faut pas oublier que l'internationalisation a un impact direct sur les politiques générales d'éducation; de plus en plus, nous allons vers une accréditation internationale des compétences, et cela, c'est un jeu féroce. En effet, que vaut vraiment un diplôme de cégep par rapport à un diplôme d'Autriche? Ou de Taiwan? La réponse se trouve bien sûr au niveau des crédits de connaissances et non au niveau des années de scolarité, ce qui signifie qu'il faut éviter ces cours inappropriés, qui servent uniquement à faire du remplissage - l'équivalent du "Junk food" quoi…

On se plaint souvent au Québec d'être des sous-traitants. Eh bien! il y a des façons de faire pour éviter de le demeurer, et toute la formation et la politique de développement de notre main d'oeuvre en est une. Le sous-ministre de l'Enseignement supérieur disait à ce propos: "Les refuges pour la médiocrité sont maintenant impossibles; les certifications doivent vraiment autoriser la certitude morale que de vraies compétences sont vraiment acquises."

Et ceci m'amène naturellement à aborder le thème de l'imputabilité des cégeps. J'observe en ce moment ce qui se passe dans le domaine de la fonction publique - qui fatalement est assez près du domaine parapublic

en général - dans des pays bien développés: la France, l'Allemagne, l'Angleterre et notre fonction publique fédérale. Eh bien, toutes ces fonctions publiques sont en période de révision, de ré-évaluation globale. Il y a donc une très forte pression extérieure qui s'exerce sur les fonctions publiques de ces différents pays. Permettez-moi d'avancer l'hypothèse que la prochaine vague de pression s'effectuera sur le parapublic. Je pourrais vous donner de nombreux exemples où des changements politiques dans le domaine public ont été suivis de changements analogues dans le domaine parapublic. Mao Tse Tung disait: "Lorsque tu sens le vent venir, plutôt que de te construire un abri, construis-toi un moulin à vent." Et ici, le message est simple: les cégeps ne doivent pas attendre que d'autres exigent d'eux qu'ils passent à l'imputabilité, imputabilité au sens d'évaluation des produits d'apprentissage.

N'oubliez pas que vous êtes des institutions publiques et que vous devez rendre des comptes d'institutions publiques: les jeunes doivent être certains qu'ils ont appris quelque chose chez-vous. Et là, je ne parle ni de la dictée de Pivot, ni de "Génies en herbe" (qui sont, semble-t-il, nos deux seuls moyens d'évaluation au Québec à l'heure actuelle...); même les politiques d'évaluation sont plus au moins valables. Non, ce qu'il faut, ce sont de véritables actions d'évaluation. Le défi du réseau-cégep, c'est le courage de l'évaluation de ce que les étudiants ont appris. Donc, le véritable défi: instaurer des systèmes d'évaluation externes, publics, crédibles. Et si vous ne le faites pas, la poussée viendra de l'extérieur. (J'ai d'ailleurs déjà suggéré au directeur de la revue l'Actualité de faire une espèce de palmarès des cégeps de la province...)

Passons maintenant aux rapports avec l'entreprise, ou si vous préférez avec le monde du travail. Ces rapports sont, jusqu'à maintenant, plutôt positifs, je le reconnais. Mais ce qui m'a frappé, lors d'une conférence aux États-Unis, à laquelle j'assistais, c'est que les chefs d'entreprises n'établissent pas une relation uniquement fonctionnelle qui vise seulement à embaucher de nouvelles compétences: ils interviennent directement dans la définition et dans l'évolution des institutions. Ce qui m'amène à formuler ceci: peut-être que l'approche, face au monde de l'entreprise, ne doit pas être exclusivement binaire, c'est-à-dire du type "on donne l'éducation et l'enseignement, vous donnez des jobs". Je pense donc que l'association cégep-entreprise devrait être plus étroite, davantage impliquée.

Enfin, parlons des enseignants; il faut leur redonner la place qu'ils méritent. La conjonction de la démocratie, du syndicalisme et du vieillissement a provoqué une dévaluation de la fonction d'enseignant.

On parle également beaucoup du vieillissement des enseignants; mais il faut préciser: au Québec, tous les professionnels des secteurs publics et parapublics ont entre 46 et 49 ans. Ils sont donc actuellement à leur meilleur: ils sont en pleine possession de leur métier et sont généralement assez stables. Ils aspirent donc à une valorisation par leur métier. Il faut donc les "rembarquer". Beaucoup de professeurs négocient non pas leur compétence, mais bien leur légitimité devant leur classe. N'oubliez pas que vous êtes - en tant qu'institutions - fiduciaires du temps des jeunes; c'est une responsabilité colossale... Il faut donc que les cégeps définissent ce qu'ils ont à partager avec leurs enseignants.

Il me faut encore souligner que le cégep, c'est avant tout le lieu où faire grandir les jeunes. On n'y enseigne pas l'avenir, mais bien le présent et le passé. L'éducation, c'est la transmission de la connaissance.

Il y a aussi le problème de l'encombrement des cégeps. C'est un problème vaste, difficile à résoudre et dû à de nombreux facteurs que je n'aborderai pas ici.

Je terminerai en vous citant ce que Stendhal disait à Delacroix: "Il n'y a qu'une chose d'importante: épuration, concentration, grandeur." Les cégeps ont le droit d'utiliser une telle approche pour se développer.